

**A FONDS PERDUS**

# De piètres performances

**E**n l'absence d'un tableau de bord national crédible qui puisse fournir des indicateurs fiables d'appréciation des politiques économiques suivies, peut-on faire autrement que de recourir à des sources extérieures ?

Bien souvent, les appareils de mesure sont soit déficients soit réglés sur le seul bon vouloir du prince du moment. Voyez en quels termes Ould Abbas parle du génie que nous aurions à engrayer, si vite et durablement, le fléau du chômage par la formule magique de l'emploi de jeunes qui portent leurs diplômes (hamili chahadates) comme d'autres portent du vent.

Plus sérieusement, l'organe de planification a été démantelé en vertu d'une conception du libéralisme unique au monde — encore un aspect de notre spécificité tendant à cultiver l'excès —, comme si les grandes firmes ou les Etats se réclamant de ce modèle, ne planifiaient pas ou ne projetaient pas leurs ambitions économiques nationales. Les «business plans», de tous temps, en vigueur dans toute entreprise, sont l'expression manifeste de véritables «Gosplans» tant décriés ailleurs et en d'autres périodes de luttes idéologiques entre les deux systèmes.

Le sort réservé au Conseil national économique et social et aux autres sphères de planification relève également de la fuite en avant. Une véritable politique de la terre brûlée a conduit à déposséder la nation de ses outils de mesure et d'appréciation, de projection et de planification, de construction consciente

et négociée de son avenir. Le transfert de ces pouvoirs entre des mains étrangères est certes déplorable mais il n'en est pas moins là, réel et palpable, et tout analyste ne peut faire autrement que de compiler les recueils statistiques étrangers — en particulier ceux du Fonds monétaire international — pour apprécier correctement les performances de l'économie nationale.

Il n'y a aucun mal à le faire de nos jours. Pourquoi ? Dès lors qu'elle n'est plus attachée à des échéances de tirages, la surveillance ordinaire du Fonds monétaire international, dite de l'article IV, est plus acceptable. Elle donne des indicateurs plus «ramassés» et ses «prescriptions» n'ont plus le caractère contraignant inhérent aux conditionnalités de son assistance.

Le dernier rapport établi par le FMI au titre des consultations l'article IV a été rendu public le 7 février dernier.

Il annonce une croissance (provisoire) de 3% du PIB pour 2006, due en grande partie à une baisse de la production d'hydrocarbures enregistrée «pour des raisons techniques». Hors hydrocarbures, la croissance du PIB s'est établie à 4,5%, soutenue par la relance du secteur de construction, une «impulsion fiscale significative», et grâce à l'agriculture.

Ces chiffres sont loin d'être l'expression d'un satisfecit. Ils ne sont ni exceptionnels ou particuliers à notre pays, ni très importants au regard des efforts d'investissement consentis et la tendance qu'ils indiquent reste très

fragile. Cette tendance découle des prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux qui ont renforcé la position extérieure de l'Algérie : les réserves de change ont atteint 70 milliards de dollars à fin septembre 2006 (soit l'équivalent de deux années de couverture d'importations). Après remboursement anticipé de la dette, en particulier aux Clubs de Paris et de Londres, le rapport dette/PIB a baissé de 17% en 2005 pour se situer en dessous de 4,5% en 2006.

Scrutant l'avenir, les responsables du FMI ont estimé que «le confortement de la stabilité politique du pays et sa bonne situation financière actuelle lui ouvrent une opportunité inestimable pour réaliser une meilleure croissance, réduire le chômage, tout en maintenant la stabilité macro-économique».

Concernant les dépenses publiques, ils «avertissent» ou souhaitent que, étant donné les faibles capacités d'absorption des leviers publics, les projets engagés subissent une meilleure maturation qui garantisse la qualité du programme d'investissement public et ne constituent pas une contrainte «anormale» sur la politique monétaire. A ce titre, il est «recommandé» aux autorités algériennes une «conduite prudente», voire le maintien de leur politique monétaire parce qu'elle a gardé l'inflation sous contrôle.

En dehors de cette source, les institutions locales restent cantonnées à des débats scolastiques et ésotériques comme ceux qui viennent

d'être livrés à l'occasion des récentes déclarations officielles autour de «la stratégie industrielle» consignée dans un volumineux document, «fruit d'un an et demi de travail», nous assure le ministère des Participations et de la Promotion de l'industrie (MPPI).

Ce document qui vient à point nommé pour réhabiliter l'industrie comme vecteur de croissance mérite respect, même si, critique constructive exige, en l'état actuel de déliquescence institutionnelle généralisée, rien n'indique que ses recommandations soient pertinentes ou suivies d'effet.

En effet, même si le MPPI a bien raison de dire que «c'est à l'entreprise de créer des richesses et de la croissance», ce faisant il prêche dans un désert dont il est loin de mesurer toute la désolation. La plus belle femme ne peut donner que ce qu'elle a et, avec un taux de 0,5% de croissance, le secteur industriel est loin de pouvoir redonner la vitalité requise à l'économie nationale sans avoir lui-même préalablement repris toute sa vigueur et tous ses droits dans la stratégie nationale de développement.

Les partenaires économiques et sociaux, patrons et Centrale syndicale, reprochent à M. Temmar d'avoir «bâti sa stratégie et donc le développement de l'économie nationale sur l'investissement étranger direct».

M. Reda Hamiani, le nouveau président du Forum des chefs d'entreprise, a rappelé des chiffres que personne n'ignore : sur les 800 à 900 milliards de dollars

d'IDE dans le monde, 50% sont investis dans les pays du nord (USA, Europe, Japon), 25% en Chine, 12,5% dans les pays d'Europe de l'Est et 7,5% en Amérique latine. Sur les 5% qui restent, les Etats du Maghreb se partagent l'équivalent de 1%.

Cette portion, bien maigre des IDE, captée par notre économie traduit pour l'année 2005, le contrôle par les sociétés étrangères de 53% de la production du pétrole, 18% de celle du gaz naturel et 25 % de celle du GPL, produits en Algérie. Un «partenariat» qui leur a permis d'empocher des revenus atteignant 10% des exportations globales d'hydrocarbures, soit 4 401 millions de dollars en 2005.

Suivant la règle d'or qu'on n'est jamais mieux servi que par soi-même, les investisseurs étrangers mesurent le climat des affaires au traitement réservé aux opérateurs locaux et ne réclament rien de plus que ce qui leur soit accordé : un «traitement national». C'est ce traitement qui incite les étrangers à venir. Selon le Forum des chefs d'entreprise, le document de M. Temmar fait la part belle aux investissements étrangers et ne définit pas les mécanismes à adopter pour la mise en œuvre de sa «stratégie industrielle».

Le même reproche lui est fait par la Confédération nationale du patronat algérien (CNPA) qui refuse, elle aussi, de «faire des IDE un instrument privilégié comme le stipule le document, ni de justifier la place qui lui est accordée dans la stratégie industrielle proposée».



Par Ammar Belhimer  
[ambelhimer@hotmail.com](mailto:ambelhimer@hotmail.com)

Les organisations patronales ont également raison de rappeler que, pour l'instant, les rares IDE enregistrés sont localisés dans les secteurs monopolistiques de l'énergie et des services.

Dans cet échange, ferme mais courtis, de bonnes recettes, on regrettera qu'une contribution soit passée inaperçue : celle de notre ami Ahmed Bouyacoub, professeur d'économie à l'université d'Oran, parue dans *Le Quotidien d'Oran*, sous le titre mesuré de *Croissance et fragilité de l'économie nationale*.

Il y rappelle que «le secteur public industriel manufacturier ne cesse d'enregistrer des baisses de production, comme pour les dernières années, de -2,3 % en 2004 et -2,8 % en 2005 », mais, surtout qu'il en est ainsi depuis plus de 15 ans ! En 2006, le niveau de production de l'industrie manufacturière (c'est-à-dire industrie hors hydrocarbures, énergie et mines) arrive à peine à 60% du niveau atteint en 1989 ! Dans ces conditions, une seule question mérite cogitation : comment un système aussi défaillant s'accorde-t-il des droits pour projeter quoi que ce soit pour la nation ?

A. B.

**POUSSE AVEC EUX !**

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)



## RABBI IKOUN FEL AOUN !

«Grande-Bretagne. Le patron de Scotland Yard muté pour faute grave.»

Wach eddak !

Un des responsables chargé de préparer les législatives du 17 mai prochain a affirmé à haute et intelligible voix, en détachant bien les syllabes, en articulant comme un speaker de la BBC, en marquant le début de la phrase et sa fin par des différences dans l'intonation censées faire ponctuation, et en s'écoutant parler : «LA FRAUDE SERA IMPOSSIBLE LORS DE CE SCRUTIN.» On peut adopter plusieurs attitudes face à une telle déclaration. D'abord compatir. Car il n'est pas interdit de penser qu'une personne qui dit cela d'un vote en Algérie souffre, au mieux, de troubles graves de la mémoire, au pire de troubles tout court. On peut aussi être tenté d'appeler le SAMU, car lorsqu'un Algérien certifie qu'il sera impossible de tricher à une élection algérienne, il est du devoir de chaque Algérien d'alerter les urgences médicales. Ne pas le faire relèverait de la non-assistance à Algérien en danger. Si, malgré tout cela, on ne veut pas déranger les toubis du SAMU, on peut alors juste faire remarquer

gentiment au responsable en question qu'il a fait cette déclaration le matin alors que l'émission vidéo gag, elle, est généralement programmée vers 17 heures 30 sur TF1. On peut aussi se féliciter du fait que l'art du «one man show» n'ait pas complètement disparu du pays et qu'il soit aujourd'hui encore porté à bout de bras par un cadre du ministère de l'Intérieur qui lutte de tout son désopilant humour pour que ce mode d'expression ne meurt pas. On peut aussi ne rien faire ! Car quand un Algérien affirme qu'il sera impossible de frauder à une élection algérienne, il n'y a déjà plus rien à faire. Sauf fumer du thé et rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.

P. S. : Message personnel à l'attention de Boualem la France. Ammi Boualem, t'as pas le droit de flancher, de baisser les bras et de broyer du noir. Tu ne peux pas nous faire ça ! Alors s'il te plaît, redresse ta carcasse, rallume tes yeux, resserre tes poings et restenous aussi longtemps que notre égoïste besoin de te garder la commande. S'il te plaît !

Le fumeur de thé